

gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités. Nous n'avons pas besoin d'autres organismes financiers.

Quant à donner du travail à tout le monde, nous alléguons que cela incombe nettement au gouvernement fédéral en tant que représentant de toute la population. L'usage courant dans l'industrie privée est de produire le maximum de marchandises et de services avec le minimum de travail. Il est clair que l'on ne doit pas s'attendre que l'industrie privée fournisse de l'emploi aux ouvriers, sans tenir compte de la demande des produits industriels. L'emploi pour tous implique un programme financier de coordination qui assurera une consommation complète, programme qui incombe au gouvernement de la nation, comme nous l'avons dit plus haut.

Nous alléguons que la bonne orientation de l'émission de la monnaie vers la construction de foyers et la fabrication des articles utiles aux foyers, et vers d'autres travaux publics nécessaires, attirera l'argent vers la base même de notre édifice économique et fournira de nombreuses occasions de travailler à tous les ouvriers compétents et bien disposés.

*Fonds publics pour entreprises publiques; fonds privés pour entreprises privées*

Nous alléguons que le principe d'employer des fonds publics pour les entreprises possédées ou exploitées par l'Etat et pour la production de biens non lucratifs, comme les foyers, les églises, les centres de récréation, etc., et de laisser le soin de financer le domaine de l'entreprise privée aux fonds privés (sauf dans la mesure où certaines industries et entreprises de base peuvent être financées par l'Etat sur demande ou consentement de ceux qui sont directement intéressés ou en vertu des revendications publiques), est essentiel au fonctionnement fructueux d'un système vraiment démocratique, qui consiste à développer et à récompenser l'initiative privée dans une économie de l'entreprise productive privée. Nous sommes en mesure de démontrer que l'application de ce principe dans le fonctionnement d'un système de production et de répartition bien organisé fournira plus d'occasions que jamais aux placements sûrs et profitables dans la seule source possible de bénéfices, savoir, les entreprises productives.

Nous alléguons que tous les profits doivent, en dernière analyse, être payés à même la production, et nous sommes en mesure de démontrer qu'il serait au plus grand avantage de tous les citoyens d'édifier une économie dans laquelle il est impossible de réaliser des profits, si ce n'est en payement direct de services utiles rendus dans la production, la répartition et toutes les autres activités essentielles à un niveau de vie toujours de plus en plus élevé.

Nous alléguons que l'existence d'une dette publique interne envers des prêteurs individuels est injustifiable et nous sommes en mesure de démontrer que les véritables producteurs et les défenseurs de notre nation payent beaucoup plus en intérêt et en frais de service sur cette dette qu'ils ne reçoivent en bénéfices (?) sur leurs placements dans cette dette.

Nous alléguons que l'existence d'hypothèques privées sur les foyers des citoyens n'a pas raison d'être, et nous sommes en mesure de démontrer que les frais de financement du foyer canadien moyen ne devraient pas excéder la somme de cent dollars, répartie d'après sa durée probable.

Nous alléguons que les fins primordiales de notre système d'entreprise privée sont le développement et la rémunération de l'initiative personnelle, le maximum de rendement dans la production et la liberté pour les individus de faire le travail de leur propre choix, et nous sommes en mesure de démontrer que le bon fonctionnement de notre système d'entreprise privée implique le financement privé de toutes les entreprises possédées ou exploitées par des particuliers et le maintien d'un système de banques et d'institutions de placement privées.